

# 426 000 signatures déposées au parlement italien en faveur d'une loi d'initiative populaire sur la gestion de l'eau, bien public

A Sud

10 juillet 2007

La campagne de collecte des signatures pour proposer une loi d'initiative populaire en faveur de la gestion publique de l'eau a démarré le 1<sup>er</sup> janvier 2007, après que cinq réunions nationales des réseaux, associations et comités « Vers le Forum italien des mouvements pour l'eau » avaient ressoudé les rangs du mouvement italien pour l'eau. Durant ces six mois, plus de 1000 collectifs locaux se sont employés à recueillir les signatures et des milliers de citoyennes et citoyens italien-nes ont participé aux actions publiques, aux assemblées et aux concerts organisés par la campagne. Durant la dernière semaine de juin, quatre caravanes ont parcouru l'Italie, touchant tous les territoires où ont lieu des mobilisations pour l'eau, pour confluer à Rome le 1<sup>er</sup> juillet, avec toutes les signatures recueillies. Aujourd'hui 10 juillet 2007, une délégation composée d'une dizaine d'associations italiennes, parmi lesquelles l'association A Sud représentée par Sara Vegni, a remis 426 626 signatures au Président de la Chambre Fausto Bertinotti. Celui-ci a déclaré qu'il s'emploierait à mettre la proposition de loi en débat au parlement d'ici le mois d'octobre.

La loi d'initiative populaire réaffirme le principe de l'eau comme bien commun auquel l'humanité ne peut renoncer et se présente comme un instrument pour mettre un coup d'arrêt au processus de privatisation de l'eau. Le texte de loi propose en dix points ce qui suit :

**1 – L'eau est un bien commun et un droit humain universel, la disponibilité et l'accès à l'eau potable sont des droits inaliénables et inviolables de la personne ;**

**2 – L'eau est un bien fini, à protéger et à conserver, car indispensable à tous les êtres vivants du présent et à a venir ;**

**3 – Chaque territoire doit définir un bilan hydraulique qui préserve la ressource et sa qualité ;**

**4 – Le service intégré des eaux est un service public sans pertinence économique, soustrait aux lois du marché et de la concurrence et tourné vers des objectifs de caractère social et environnemental ;**

**5 – Le service intégré des eaux doit être géré exclusivement par des organismes de droit public ;**

**6 – Tous les contrats de gestion confiés à des privés, à des entreprises mixtes public-privé et à des sociétés à capital entièrement public doivent arriver à échéance dans des laps de temps déterminés ;**

**7 - 50 litres par personne sont la quantité minimale vitale quotidienne garantie et gratuite ;**

**8 – Les travailleurs du service des eaux et les habitants du territoire participent activement aux décisions sur les actes fondamentaux de gestion du service intégré des eaux ;**

**9 – Le service des eaux est financé par la réduction des dépenses militaires, la lutte contre la fraude fiscale et des taxes écologiques ciblées ;**

**10 – Un fonds national finance des projets pour l'accès à l'eau potable dans le Sud du monde.**

Le vaste écho favorable rencontré par la campagne et les nombreuses signatures recueillies démontrent encore une fois la nécessité, exprimée par les citoyennes et les citoyens, de se réapproprier la gestion des biens communs. En même temps, la gestion privée de l'eau dans notre pays ne fait que révéler l'incapacité et le désintérêt des entreprises privées ou publiques-privées pour la gestion d'un bien commun.

La très grave situation d'urgence qui frappe ces jours-ci les citoyens et les citoyennes de Taranto et d'autres villes des Pouilles privées du droit à l'eau et contraints à des queues exténuantes dès 5 heures du matin pour s'assurer l'approvisionnement en eau, démontrent la nécessité immédiate de nous réapproprier la gestion intégrée du bien commun le plus important de notre planète.

La clôture de la campagne de collecte de signatures ne met pas un terme au parcours des mouvements pour l'eau. La bataille pour le retour de l'eau sous gestion publique doit aller de pair avec une bataille analogue pour les biens communs et les services publics, pour restituer aux citoyennes et aux citoyens ce qui leur été progressivement retiré pour être remis entre les mains des marchés et du capital spéculatif.

### A Sud

\* Source : <http://www.asud.net/news/news.php?nw=103>

Article original publié le 10 juillet 2007

AUTEUR : A Sud

Traduit par Fausto Giudice, membre de Tlaxcala, le réseau de traducteurs pour la diversité linguistique. Cette traduction est libre de reproduction, à condition d'en respecter l'intégrité et d'en mentionner l'auteur, le traducteur, le réviseur et la source.

URL de cet article sur Tlaxcala :

<http://www.tlaxcala.es/pp.asp?reference=3310&lg=fr>

## **40 000 manifestants à Rome pour l'eau, bien public**

**La Repubblica**

2 décembre 2007

ROME – Ils ont marché pour défendre l'eau, « un bien commun qui ne doit pas être privatisé ». Quarante mille personnes, femmes et hommes appartenant à des comités territoriaux et à des associations, des forces culturelles et religieuses, syndicales et politiques pour appuyer une loi d'initiative populaire (400 000 signatures ont déjà été recueillies) [1] pour la protection, l'administration et la gestion publique de l'eau.

Parmi les nombreuses manifestations, les plus variées, que Rome est habituée à accueillir, celle d'aujourd'hui au nom du droit à l'eau qui « n'est pas une

*« marchandise » a été certainement la plus insolite. C'est celle qui pour l'heure récolte un succès presque immédiat et presque tangible. Le ministre de la Solidarité sociale Paolo Ferrero promet de fait que « la republicisation de l'eau sera l'un des points de la vérification du gouvernement en janvier ».*

Le cortège, animé et coloré par beaucoup de gouttes d'eau en carton, a été organisé par le Forum italien des mouvements pour l'eau qui regroupe 70 associations et réseaux nationaux et environ mille comités territoriaux.. Un archipel qui a synthétisé en quatre points les choses à faire de suite : moratoire contre toutes les privatisations, approbation immédiate de la loi d'initiative populaire, restructuration du réseau hydrique national, qui, avec les pertes et les infiltrations, aide le marché des privatisations – *« une grande œuvre publique »*, comme le proclame une pancarte sarcastique – et enfin, enfin la gestion publique, avec la participation des travailleurs et des collectivités locales.

Dans le cortège, il y avait des banderoles portant divers sigles. Entre autres, ceux des Verts, du PRC (Parti de la refondation communiste), de la Gauche démocratique (SD), du Parti communiste d'Italie (Pdc), des Comités de base (Cobas), de la CGIL (Confédération générale italienne des travailleurs), du WWF (World Wildlife Fund) et les étendards de certaines communes comme Gualdo Tadino (Ombrie). Parmi les manifestants se trouvaient aussi les bénévoles des *« grilliromani »*, nés du blog de Beppe Grillo.

*« Sans des biens communs comme l'air et l'eau, nous ne pouvons pas vivre : ce sont des droits fondamentaux des êtres humains dès la naissance et ils ne peuvent être réduits à l'état de marchandises »,* affirmé le missionnaire combonien Alex Zanotelli, un des personnages symboliques de la bataille pour le retour à la gestion publique du système hydrique en Italie. À ses côtés défilait aussi le leader des Verts et ministre de l'Environnement Alfonso Pecoraro Scanio, qui a souligné qu'il *« faut éviter qu'il y ait une tentative de privatisation qui nous amènerait – aussi dans le monde – à de véritables guerres pour l'eau : nous ne voulons pas courir ce risque ».*

Le ministre Ferrero a soutenu la manifestation car – a-t-il écrit dans un communiqué destiné au Forum de l'eau - *« l'eau constitue un bien de première nécessité qui ne peut être marchandisé ni non plus monopolisé par quelques ».* Cette réalité, écrit le ministre, *« est d'autant plus vraie à un moment où les changements climatiques en cours sont en train de faire de la réréfaction des ressources hydriques un problème encore plus grave par rapport à un passé récent ».* Considérer l'eau comme un bien public est donc une stratégie de sauvegarde pour l'avenir de tous les citoyens.

Le décret fiscal qui vient d'être approuvé (par le Sénat, NdT) a bloqué la privatisation des services hydriques pour un an. C'est déjà quelque chose, mais c'est encore trop peu. *« Il est nécessaire - ajoute le ministre – d'arriver le plus vite possible à une loi qui conduise au retour à la gestion publique intégrale de l'eau ».* Et cela doit un des points de la vérification de janvier.

\* Voir le reportage vidéo sur la manifestation tourné par Andrea Palladino Roma, manifestazione nazionale per l'acqua pubblica :

<http://www.liblab.it/ita/TV/Roma,-m...>

## La Repubblica

*\* Article original publié le 2 décembre 2007 dans La Repubblica. Traduit par Fausto Giudice giudice.fr Fausto Giudice est membre de Tlaxcala, le réseau de traducteurs pour la diversité linguistique.*